

TRANSFERTS DE FONDS DE LA DIASPORA ET ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

BOBO B. KABUNGU*

YANNICK LUVEZO**

SERGE MFUMUKANDA***

Résumé

Les transferts de fonds par les migrants vers leurs pays d'origine sont devenus une manne pour les économies de plusieurs régions du monde. L'Afrique subsaharienne en fait partie et compte, de plus en plus sur ces ressources de ces filles et fils émigrés. Si, sur le plan individuel, l'intérêt de ces envois d'argent n'est plus à démontrer, l'étude en vaut encore la peine sur le plan macroéconomique au regard de la controverse scientifique autour de son impact notamment sur l'activité économique. En recourant à un modèle de panel à effets fixes, ce papier révèle que les transferts de fonds influent positivement sur la croissance mais que cet impact n'est pas significatif pour ce qui est du terrain de l'étude pour lequel un échantillon de 12 pays a été constitué, à concurrence de 3 par sous-région. Par ailleurs, l'étude met en exergue l'effet négatif et très significatif de l'augmentation des prix sur l'activité économique de manière à attirer l'attention des autorités publiques sur la nécessité de la maîtrise de l'inflation.

Mots-clés : Travailleurs migrants, envoi de fonds, croissance économique, inflation, modèle de panel, Afrique subsaharienne.

DIASPORA FUND TRANSFERS AND ECONOMIC ACTIVITY IN SUB-SAHARAN AFRICA

Abstract

Migrant remittances to their origin countries have become a windfall for the economies of many regions of the world. Sub-Saharan Africa is one of them and increasingly relies on these resources from these emigrant daughters and sons. If, on an individual level, the interest of these remittances is no longer to be demonstrated, the study is still worth it on the macroeconomic level in view of the scientific controversy around its impact in particular on

* Economiste. *Postdoctorant* en Développement International à l'IUDI – Université de Maroua. PhD en Administration Publique. Chercheur au sein du Centre de Recherche en Sciences Humaines (CRESH) en RDC. Adresse email privé : bobokabungu@gmail.com.

** Economiste-Chercheur à la Direction de la Recherche et des Statistiques de la Banque Centrale du Congo.

*** Economiste-Chercheur à la Direction de la Recherche et des Statistiques de la Banque Centrale du Congo.

economic activity. Using a fixed-effects panel model, this paper reveals that remittances positively influence growth, but that impact is not significant in terms of the study area for which a sample of 12 countries was created, up to 3 per sub-region. In addition, the study highlights the negative and very significant effect of the price increase on economic activity in order to draw the attention of public authorities to the need to control inflation.

Key-words : Migrant workers, remittances, economic growth, inflation, panel model, sub-Saharan Africa

1. INTRODUCTION

Si, durant des siècles, l’Afrique a vu ses filles et ses fils être déportés de force vers d’autres continents, notamment pour y renforcer la main d’œuvre dans des usines sans que le revenu ne corresponde au travail accompli, il se fait qu’à la faveur de la décolonisation, plusieurs milliers puis des millions d’africains ont commencé à émigrer, de leur propre gré, vers l’Europe, l’Amérique du Nord et ailleurs. Ils y vont généralement pour bénéficier de meilleures opportunités d’études et de travail, avec un impact sur leurs conditions de vie présentes et futures. Beaucoup d’entre eux décident d’y rester définitivement et d’autres préfèrent rentrer après un séjour d’accumulation.

Pour ce qui est des émigrés temporaires, le modèle développé par Domingues Dos Santos et Postel-Vinay (2003) montre que le retour au pays d’origine est bénéfique en termes de partage du stock des connaissances acquises à l’extérieur⁴. Kapur (2004) fait remarquer que les émigrés qui rentrent dans leurs pays stimulent l’esprit d’entrepreneuriat, sont plus sensible au progrès technologique, investissent davantage et promeuvent le commerce. Wahba (2007) cité par Mim et Mabrouk (2011) l’a confirmé grâce à une étude partie du cas égyptien où, en plus, la probabilité à entreprendre des activités lucratives est fonction du temps passé à l’étranger pour les migrants.

En ce qui concerne les émigrés ayant décidé de rester définitivement à l’étranger, sous réserve d’y avoir un revenu substantiel, le pays d’origine tire tout autant un avantage en termes de réception des fonds de la diaspora travailleuse. Chami et al. (2018, p. 44) notent, à ce sujet, que « les envois de fonds des travailleurs migrants à leurs familles retiennent l’attention des économistes et des dirigeants politiques, car ils peuvent améliorer l’existence de millions de personnes ».

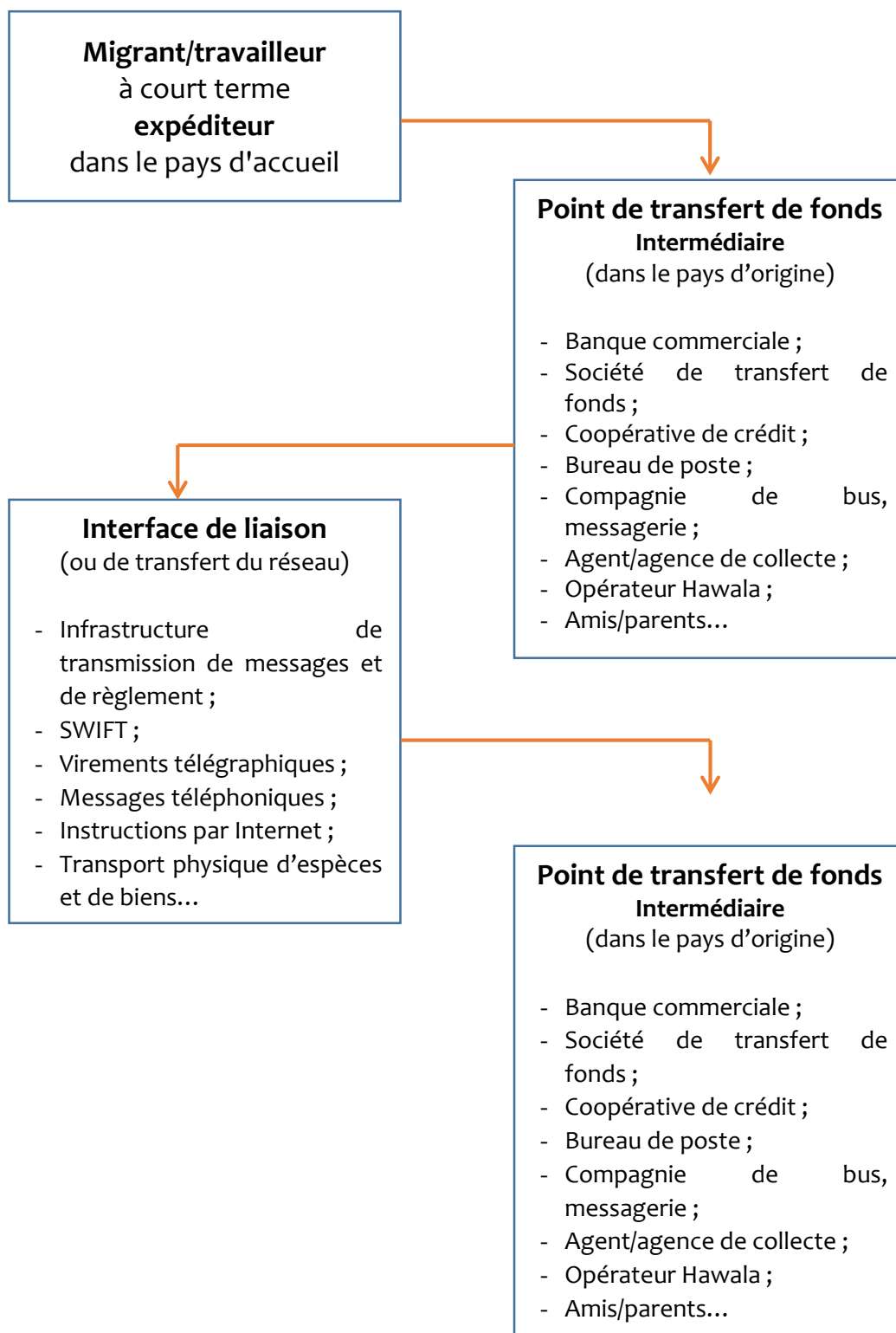
C’est ici le lieu souligner que les transferts de fonds de la diaspora (*remittances* en anglais) sont entendus ici comme des ressources financières que les travailleurs migrants envoient vers leurs pays d’origine afin de contribuer à la subsistance ou à l’amélioration du genre de vie des membres de leurs familles et/ou de leurs proches. (Coopération Concept, 2020). S’il est vrai que les montants ad hoc sont en croissance exponentielle ces dernières années, ils ne sont pas à confondre avec l’aide publique au

⁴ Ces nouvelles connaissances renforcent les capacités des ressources humaines (capital humain) et constituent un facteur de croissance dans les pays d’origine via la production des biens et des services à grande valeur ajoutée.

développement (APD) ni les investissements directs étrangers (IDE). Selon la Banque mondiale citée par le FMI (2009, p. 75), l'aide publique au développement est une assistance « en numéraire ou en nature accordée à des pays étrangers par un État ou par une institution financière internationale ». Les investissements directs étrangers sont, en revanche, une « catégorie d'investissements internationaux qu'une entité résidente dans une économie (l'investisseur direct) effectue dans le but d'exercer un contrôle ou une influence significative sur la gestion d'une entreprise résidente dans une autre économie ».

Les transferts de fonds des migrants se distinguent ainsi principalement des APD et des IDE par la qualité de l'expéditeur et du bénéficiaire, l'objectif poursuivi, le montant et, selon le cas, la nature de l'opération. En plus de ces caractères distinctifs, il faudrait mentionner la spécificité bancaire des APD et des IDE sur le plan opérationnel, alors que les envois de fonds privilégient des circuits informels à l'exemple de l'expédition de chèques par courrier, le transport par l'expéditeur jusqu'au bénéficiaire ou encore le transfert de l'argent par l'entremise d'un proche. « Dans le MBP5, les envois de fonds des travailleurs sont les transferts courants des migrants qui ont un emploi dans leur pays d'accueil, qui les compte au nombre de ses résidents (c'est-à-dire des personnes qui y séjournent ou sont censées y séjournier pendant au moins un an) » (FMI, 2009, p. 76).

Figure 1. Circuit d'envoi de fonds par la diaspora



Ceci dit, l'importance des mouvements internationaux des flux financiers liés aux migrations est telle que plusieurs les comparent aujourd'hui aux investissements directs étrangers (IDE) ou à l'aide publique au développement (APD). En 2016, ces flux ont atteint USD 573,6 milliards de dollars américains. Ce volume confirmé par une étude croisée des données de KNOMAD (2016) et la matrice d'envoi de fonds en bilatéral, n'est cependant pas réparti de façon équilibrée s'agissant des pays d'envoi ni distribué équitablement entre les pays bénéficiaires. En effet, du côté de l'envoi, les statistiques de 2016 tirées de la base de données de la Banque mondiale⁵ indiquent que les étrangers résidant aux Etats-Unis ont transféré dans leurs pays d'origine respectifs plus de USD 138,0 milliards, soit légèrement au-dessus de 24,0 % du total. L'Arabie saoudite et les Emirats Arabes Unis viennent en deuxième et troisième position avec, dans l'ordre, 7,7 et 5,4 %. L'Angleterre est le premier pays européen pourvoyeur, avec 4,4 %. Il est à noter que, pris globalement, les 10 premiers pays pourvoyeurs envoient au reste du monde près de 62,0 % du total des fonds transférés par les migrants sur la Planète. Aucun pays africain d'en fait partie (KNOMAD, 2017).

Une analyse du point de vue de la réception de ces fonds, sur la base des mêmes sources que précédemment, révèle également une importante disparité, quoi que moins prononcée, les 10 premiers pays de destination s'accaparant 51,4 % de l'ensemble. L'Inde et la Chine réunies reçoivent plus de 21,0 % des fonds, suivies des Philippines (5,4 %), du Mexique (5,0 %) et de la France (4,3 %). Sans nul doute, la démographie des pays d'Asie et la forte émigration de leurs populations comptent pour beaucoup dans ces statistiques. Le Mexique, pour sa part, tire profit de sa proximité avec les Etats-Unis d'Amérique. Le premier pays africain, en l'occurrence le Nigéria, est, quant à lui, 6^{ème} sur la liste avec USD 20,1 milliards, soit 3,5 % du total des fonds reçus des migrants du monde. Il devance ainsi le Pakistan, l'Allemagne, l'Égypte et le Bangladesh.

Ce paysage n'a pas fondamentalement changé à ce jour, en dehors d'un reclassement de certains pays dans l'ensemble et l'augmentation du volume des envois. D'après la Banque mondiale (2019), les transferts de fonds dans le monde ont atteint USD 689,0 milliards en 2018 dont USD 529,0 à destination des pays à revenu faible et intermédiaire. L'Inde garde la première place avec USD 79,0 milliards reçus, suivie par la Chine (USD 67,0 milliards), le Mexique (USD 36,0 milliards), les Philippines (USD 34,0 milliards) et l'Égypte (USD 29,0 milliards). Ces statistiques confirment la position de Dilip Ratha, Chef du Programme KNOMAD pour qui l'évolution des envois de fonds ces dernières années les place en position de devenir la première source de financement extérieur des pays en développement.

Au niveau régional, les envois de fonds vers l'Afrique subsaharienne ont également enregistré une augmentation. Rien qu'en 2018, ils ont réalisé un bond de 10,0 %, par

⁵ <https://donnees.banquemondiale.org/>

rapport à 2017 en atteignant USD 46,0 milliards de dollars. Cette évolution est à mettre au crédit des bonnes performances dans les pays à revenu élevé où les migrants africains tirent l'essentiel de leur rémunération. Lorsque l'on rapproche le montant annuel de ces envois de fonds au du produit intérieur brut des pays concernés, les Comores se distinguent de tous. La Gambie, le Lesotho, le Cap Vert, le Libéria, le Zimbabwe, le Sénégal, le Togo, le Ghana et le Nigéria viennent compléter la liste des têtes de file.

Tout porte à croire que sauf réalisation d'un scénario catastrophe lié aux effets néfastes de la propagation du coronavirus Covid-19 sur l'économie mondiale, ces transferts de fonds devraient maintenir leur tendance haussière, rivalisant avec les IDE et les APD. La démographie des pays du sud ainsi que l'écart de revenu moyen entre ses populations et celles du nord devraient continuer à expliquer la tendance observée ces dernières années.

L'objectif de ce papier est de mettre en relation les transferts des fonds et l'activité économique des pays récipiendaires afin de vérifier si les envois d'argent influent sur la croissance, avec comme terrain d'étude l'Afrique subsaharienne. Pour y parvenir, nous nous proposons, dans un premier temps, de passer en revue la littérature sur le sujet, avec un volet théorique et un autre empirique, en vue de nous permettre de nous forger, anticipativement, une réponse. Il s'en suivra la description de la méthodologie retenue pour notre recherche qui se voudrait principalement économétrique. Le point suivant présentera les résultats avant de les rapprocher au cadre théorique sous la forme d'une discussion en guise de conclusion.

2. REVUE DE LA LITTÉRATURE

2.1. Cadre théorique

En focalisant notre attention sur les effets que peuvent avoir les envois des fonds des migrants sur la croissance économique de leurs pays d'origine, nous nous rendons vite compte que les conclusions des études théoriques et empiriques sont mitigées. Hamma (2015) affirme que la revue de la littérature met en exergue la confrontation des trois visions opposées : le *développementisme*, le pessimisme et la neutralité.

D'une part, le groupe des *développementistes* défenseurs de la thèse optimiste estime que les transferts des fonds par les migrants ont un impact positif sur la croissance économique. Leurs travaux mettent en lumière divers canaux de transmission au nombre desquels il convient de citer l'augmentation du revenu national disponible, de la consommation et de la demande globale, la baisse de la volatilité des revenus, la réduction de la pauvreté, l'accroissement de la productivité du travail et le développement du secteur financier (Stark et Lucas, 1988 ; Taylor et Wyatt, 1996 ; Leon-Ledesma et Piracha, 2004 ; Giuliano et Ruiz-Arranz, 2009).

D'autre part, ceux qui soutiennent la thèse pessimiste « remettent en cause l'idée selon laquelle les transferts de fonds auraient un effet comparable aux investissements directs étrangers » Hamma (2015, p. 145). Pour eux, les transferts ont un impact négatif à

moyen et long termes. En effet, ils entraîneraient un déséquilibre de la balance des opérations courantes en creusant le déficit extérieur et nuiraient à la compétitivité comme le font remarquer Barajas et al. (2009) et Kireyev (2006). Ils avancent même que ces mouvements de fonds « réduiraient la population active en raison du phénomène d'aléa moral qu'ils engendreraient » Hamma (2015, p. 145).

Au-delà des deux premières écoles, les tenants de la thèse de neutralité prétendent que, pour autant que les transferts ne permettent généralement que de lisser la consommation des ménages dans les pays d'origine des migrants, leur impact sur la croissance économique serait négligeable (León-Ledesma et Piracha, 2004 ; FMI, 2005).

Dans le point qui suit, il sera question de passer en revue les vérifications empiriques faites par les auteurs qui se sont intéressés à cette question. Le cadre théorique sera ainsi enrichi de manière à nous permettre de formuler une hypothèse propre à la présente étude.

2.2. Littérature empirique

L'attention des chercheurs a été, dès les premiers essais, portée sur l'impact des transferts des fonds des migrants sur la production des pays des concernés (Coiffard, 2011). Plusieurs auteurs l'observent, selon le cas, par l'analyse de la variation du produit intérieur brut (PIB) ou du PIB par habitant (Adams et Page, 2003 ; Chami et al., 2003). Mais la littérature va, bien entendu, beaucoup plus loin en appréhendant les effets des envois de fonds sur d'autres agrégats socioéconomiques à l'instar de l'entrepreneuriat, de la pauvreté, des inégalités, du progrès technologique, du taux de change, de l'emploi en qualité comme en quantité. Le tableau 1 fait un tour d'horizon des principales recherches effectuées sur le sujet.

Tableau 1. Synthèse de la littérature empirique sur les transferts des fonds et l'économie des pays d'origine des migrants

| Auteur(s), année | Méthode(s) utilisée(s) et/ou résultat(s) |
|-------------------------------------|--|
| Les optimistes | |
| Oumansour, Azeroual et Bahij (2019) | En recourant à la Méthode des Moments Généralisés en Système en panels dynamiques pour un échantillon de 34 pays, sur la période 1980-2016, les auteurs démontrent que les transferts de fonds des migrants ont un impact significatif et positif sur la croissance économique et sur l'investissement, quand bien même cet effet reste très faible. |
| El Hamma (2018) | Leurs résultats révèlent la complémentarité entre le développement financier et les transferts de fonds pour stimuler la croissance économique. Par ailleurs, les estimations montrent que les envois de fonds sont favorables à la croissance dans les |

| | |
|-------------------------|--|
| | pays dotés d'un système financier développé et disposant d'un environnement institutionnel solide. |
| Rao et Hassan. (2011) | Grâce à l'économétrie de panel, ils démontrent que les transferts des fonds des migrants ont un impact sur la croissance, aussi bien à court qu'à long terme. Ils utilisent le taux de croissance économique annuel, pour ce qui est du court terme, et le taux de croissance de la production par habitant ⁶ , en ce qui concerne le long terme. |
| Fayissa et Nsiah (2010) | Partant d'un panel de 36 pays africains, de 1980 à 2004, les auteurs trouvent qu'une augmentation de 10 % des envois de fonds induirait un accroissement de 0,4% du taux de croissance du produit intérieur brut par tête. |
| Rao et Hassan (2009) | Ils aboutissent à la distinction d'une part, d'un impact direct non significatif des transferts sur le taux de croissance et, d'autre part, des effets indirects clairs via la masse monétaire (M2) et le taux d'investissement capté par la formation brute du capital fixe rapporté au PIB. |
| Adams et Page (2005) | A partir d'un panel de 71 pays en développement, ils démontrent que les transferts à l'international contribuent à la réduction du nombre de pauvres. |
| Mesnard (2004) | A partir d'un modèle à générations successives ⁷ , son étude révèle que les transferts intergénérationnels ont lien positif entre l'émigration temporaire, l'accumulation du capital et la croissance des pays d'origine. |
| Yang (2004) | Il observe que les transferts de fonds ont un impact positif sur l'éducation et le bien-être des enfants en améliorant leur scolarisation et en réduisant leur travail. |
| Brown (1994) | En se basant sur des données micro-économiques, il analyse la relation entre les transferts de fonds, l'épargne et l'investissement aux îles de Tonga et Samoa. |
| | Ses résultats vont dans le sens de montrer que les transferts de fonds apportent une contribution significative à l'épargne et à l'investissement dans les économies insulaires. |

⁶ Proxy du taux de croissance de l'état stationnaire (dans le cadre d'un modèle de croissance endogène) étant donné que l'impact sur la production à long terme est difficilement observable aussitôt.

⁷ Analyse sous les hypothèses d'indivisibilité et d'imperfection du marché du capital.

| Les pessimistes | |
|--|---|
| [Lipton (1980) et Binford. (2003) cités par] Mim et Mabrouk (2011) | Les envois de fonds peuvent se révéler contreproductifs en créant une dépendance des bénéficiaires vis à vis des transferts, en favorisant l'appréciation des monnaies des pays receveurs ou le ralentissement des dépréciations (<i>Dutch disease</i> ou syndrome hollandais) |
| Siddique, Selvanathan et Serlvanathan. (2012) | Aucune relation causale n'est trouvée entre les envois de fonds et la croissance économique |
| Mim et Mabrouk (2011) | La migration des compétences peut se révéler être un facteur diminuant la capacité d'une économie à attirer les investisseurs, ceux-ci étant dissuadés par le nombre sans cesse réduit de la proportion de personnel qualifié. |
| Zachariah et al. (2001) | L'émigration accroît les inégalités en privant certains pays de leur population de classe moyenne ⁸ . Ceci présuppose que les fonds transférés seront reçus par les classes vulnérables ayant une forte propension marginale à consommer (et non à investir dans les secteurs productifs). |

Source : Auteurs cités dans la première colonne et Mim et Mabrouk (2011).

Somme toute, l'envoi des fonds des migrants vers leurs pays d'origine peut avoir de multiples conséquences sur l'économie de ces derniers. Tout dépend de la classe sociale de ceux qui migrent et de ceux qui restent, des montants envoyés, de l'affectation de ces ressources, de la culture des pays, de leur modèle économique, etc. S'il est vrai que, sauf exception, le transfert d'argent de la diaspora vient soulager les problèmes que rencontrent les bénéficiaires dans leur vie courante, il ne reste pas moins réel que développer une accoutumance à cette forme d'aide peut s'avérer nuisible pour l'esprit d'entrepreneuriat, le petit commerce et, par ricochet, la croissance économique.

Dans ce papier de recherche, nous postulons que les transferts de fonds reçus par les pays d'Afrique Subsaharienne ont un impact positif mais faible sur leur croissance économique. En vue de le vérifier, nous avons opté pour une méthodologie économétrique présentée ci-dessous.

3. MÉTHODOLOGIE

3.1. Présentation du modèle et choix des variables

Dans le cadre de cette étude, le modèle en panel à effets fixes a été retenu après les tests de spécification usuels (de Fisher et de Hausman) dont les résultats sont présentés dans

⁸ Les coûts financiers de l'émigration restreint les chances de voyager pour les pauvres.

les annexes. Le test de Fisher permet de procéder à un arbitrage entre l'effet spécifique (existence de caractéristiques propres à chaque pays) et l'effet d'ensemble (absence de caractéristiques spécifiques pour chaque pays). Dans le cas où les résultats du test de Fisher dégagent un effet spécifique pour les pays considérés dans le panel, c'est-à-dire l'existence d'effets communs, le modèle à effets individuels serait approprié. Or, les effets sont de deux ordres : effets fixes et effets aléatoires. C'est par le test de Hausman que l'on détermine au final quel modèle retenir.

Le modèle proposé s'inspire de Rao et Hassan (2009) et de Ntabugi Barakomerwa (2018) qui ont mis en exergue l'impact de la masse monétaire et, par ricochet, de l'inflation sur la croissance économique mais également sur les transferts de fonds. Il puise également dans les recherches de Gbenou (2015) sur les impacts macroéconomiques des transferts de fonds des migrants dans les pays de l'UEMOA. En effet, basés sur le modèle théorique développé par Cooray utilisant une fonction de production néoclassique augmentée des transferts de fonds des migrants, ses travaux ont considéré notamment l'indice harmonisé du prix à la consommation comme variable de contrôle dans la recherche de l'évaluation des effets de ces transferts sur l'activité ouest-africaine.

L'Afrique subsaharienne étant globalement une région extravertie, il a paru important de saisir l'opportunité pour vérifier l'existence ou non des effets de la variation du rythme de formation des prix intérieurs sur le taux de croissance économique (proxy de l'activité économique), tout en gardant une place de choix à la variable d'intérêt (envois de fonds des travailleurs rapportés au PIB).

La spécification du modèle se présente comme suit :

$$TCRE_{i,t} = \alpha_i + \beta_{1i}EFTR_{it} + \beta_{2i}TINF_{it} + \varepsilon_{i,t} \quad (1)$$

$$\text{Avec } \beta_{1i} > 0 \quad \beta_{2i} < 0$$

Où :

- $TCRE_{i,t}$ représente le taux de croissance du PIB en % observée pour le pays i à la période t
- $EFTR_{it}$ mesure les envois de fonds de travailleurs en % du PIB
- $TINF_{it}$ représente le taux d'inflation en %
- β_{1i} et β_{2i} sont les coefficients associés respectivement aux variables *envois des fonds* et *taux d'inflation* pour le pays i
- α_i est le terme constant pour le pays i
- $\varepsilon_{i,t}$ est le terme d'erreur qui inclut les caractéristiques individuelles, c'est-à-dire de chaque pays, les caractéristiques temporelles et une erreur liée à chaque observation (idiosyncratique).

3.2. Terrain de l'étude et échantillon

Notre recherche porte sur l'Afrique subsaharienne qui présente un intérêt particulier au regard du fait qu'elle constitue l'une des régions du monde les moins développées et demeure assez homogène sur les plans historique, politique économique et social. En effet, les 48 pays qui la composent ont globalement obtenu leur indépendance politique dans les années 1960, peinent à diversifier leurs économies, ont une démographie galopante et une forte proportion de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté. Cette dernière caractéristique est l'une des raisons qui motive le départ des jeunes vers d'autres horizons.

A défaut de pouvoir réunir les données fiables pour tous les 48 pays, nous en avons sélectionné 12, de manière hasardeuse, soit le ¼ du total. Afin de s'assurer de la représentativité de notre échantillon, nous avons veillé à ce que chaque sous-région (Afrique Centrale, de l'Ouest, de l'Est et du Sud) en fasse partie, avec le même nombre de pays. Le tableau 2 reprend les pays de l'échantillon regroupés par sous-région. Les données couvrent la période de 2005 à 2017.

Tableau 2. Pays de l'échantillon par sous-région

| N° | Sous-région | Pays |
|-----|--------------------|----------|
| 1. | | RDC |
| 2. | Afrique Centrale | Congo |
| 3. | | Cameroun |
| 4. | | Mali |
| 5. | | Nigéria |
| 6. | Afrique de l'Ouest | Sénégal |
| 7. | | Kenya |
| 8. | | Tanzanie |
| 9. | Afrique de l'Est | Ouganda |
| 10. | | Angola |
| 11. | | Botswana |
| 12. | Afrique Australe | Namibie |

Source : Nos recherches.

3.3. Source des données

Les données sur les envois de fonds et le taux de croissance économique, pour les 12 pays de l'échantillon, ont été tirées de la base de données de la Banque mondiale⁹ sur les indicateurs de développement dans le monde, mise à jour le 20 décembre 2019. Celles relatives à l'inflation proviennent également de la même source, à l'exception des statistiques sur la RDC qui ont été obtenues de la Banque Centrale du Congo (base de données en cours de finalisation).

⁹ <https://donnees.banquemondiale.org/>

4. RÉSULTATS ET DISCUSSION

4.1. Présentation et interprétation des premiers résultats de l'estimation

Il ressort des estimations faites, à partir des données du groupe des 12 pays d'Afrique subsaharienne, que *les envois de fonds des travailleurs envers leurs pays d'origine exercent un effet positif sur le taux de croissance économique* (au regard du signe positif du coefficient associé à la variable EFTR). Cependant, si cet impact en termes de contribution à l'augmentation du produit intérieur brut des pays considérés est positif, il demeure non significatif (au vu de la probabilité associée à la même variable qui est de l'ordre de 41,03%).

En effet, tout en admettant que les transferts d'argent par les travailleurs émigrés exerceraient un impact positif sur la croissance économique des pays d'Afrique subsaharienne, il importe néanmoins de souligner que les montants reçus par leurs pays d'origine n'ont pas pu contribuer, de manière significative, à l'augmentation de la consommation et de l'investissement des ménages bénéficiaires de ces envois.

Plusieurs raisons peuvent être à la base de ces apports mitigés des envois de fonds dans la croissance économiques du groupe des pays considérés :

- d'une part, le problème d'affectation des ressources provenant des travailleurs entre la consommation courante et l'investissement productif. A en croire plusieurs études empiriques à l'instar de celles réalisées par Rocher et Pelletier (2008), attestent qu'uniquement des faibles montants des transferts des migrants (entre 10,0 et 30,0 %) sont affectés à l'investissement local (terrains, bâtiments...). Une part importante d'allocation de ces ressources est affectée à la consommation courante plutôt qu'à des achats des biens durables. Un tel fait ne peut guère contribuer significativement à la croissance économique (durable) des pays récipiendaires ;
- d'autre part, les voies informelles par lesquelles transitent les fonds envoyés par les migrants occultent la réalité de l'évolution des statistiques. En effet, alors que les transferts effectués à destination des pays latino-américains transitent essentiellement par les canaux formels, la situation est différente pour la plupart des pays de l'Afrique subsaharienne où les transferts de fonds internationaux des migrants sont majoritairement informels, au point d'atteindre 250,0 % des flux enregistrés officiellement (Rocher et Pelletier, 2008).

Quant à l'inflation, une variable macroéconomique très importante dans les économies africaines car captant l'incertitude économique qui les caractérise, *elle exerce un effet négatif et très significatif sur la croissance économique des pays d'Afrique* au vu respectivement du signe du coefficient et de la probabilité qui lui sont associés. Ceci démontre la sensibilité de la création de richesses dans un environnement inflationniste

et montre combien la maîtrise de l'inflation devrait préoccuper au plus haut point les autorités nationales, en commençant par les banques centrales.

4.2. Tentative d'explication de la faiblesse des fonds reçus

L'une des causes pouvant expliquer cette situation est la hauteur des frais de transfert (jusqu'à 10,0 % du montant à envoyer, sans compter la perte due au taux de change) qui découragent les travailleurs émigrés. Ceux-ci préfèrent alors confier leurs « colis » à des proches qui voyagent régulièrement pour leurs pays d'origine au lieu de passer par la voie bancaire ou les institutions financières spécialisées dans le transfert des fonds, dans un contexte de faible concurrence (Western Union et MoneyGram pèsent plus des 2/3 du volume d'affaires du secteur). C'est ce que Diop (2018) appelle transferts « de main à main ». Faini (2007, p. 180) affirme, à ce sujet, que « réduire le coût des procédures officielles augmenterait le montant des transferts et favoriserait l'abandon des filières informelles ».

En dehors de ce procédé informel par envoi de « colis », nous avons découvert¹⁰ que plusieurs migrants optent pour un « échange de services » qui consiste à trouver, dans son milieu de prestation, un demandeur potentiel (un étudiant désirant payer ses frais académiques ou son logement) à qui l'on remettrait les fonds, quitte à ce que son pourvoyeur (parent) résidant dans le pays d'origine en donne le même montant au ménage requérant l'assistance financière. Ce moyen informel et particulier de transférer des fonds est également prisé dans des pays où la réglementation des changes décourage les envois de fonds.

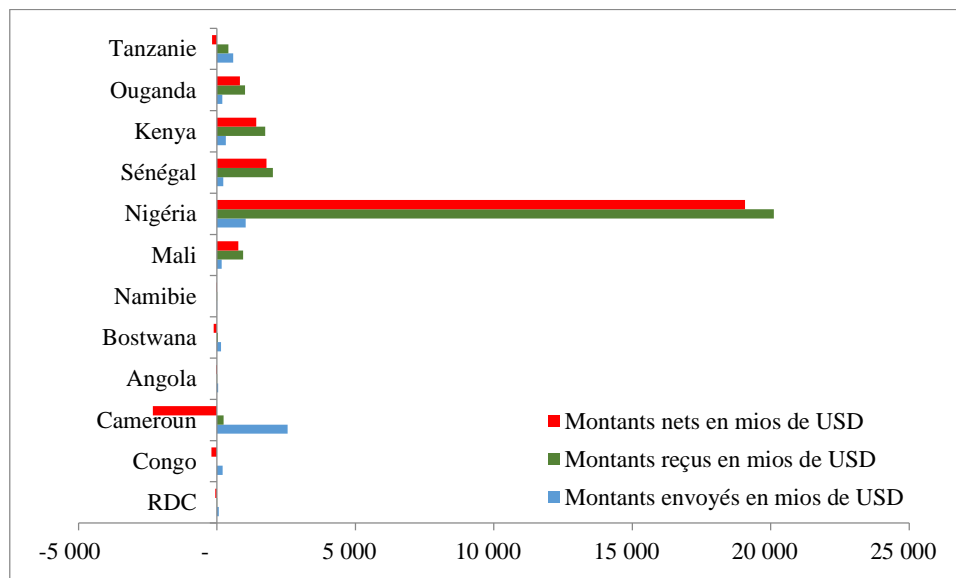
4.3. Résultats par sous-régions et selon la catégorie (pourvoyeurs ou récipiendaires nets de fonds)

Un autre résultat que les statistiques exploitées nous ont permis de mettre en exergue le fait que la majorité des pays de notre échantillon, principalement de l'Afrique Centrale (Cameroun, Congo et RDC) et Australe (Angola, Botswana et Namibie), auxquels il convient d'ajouter la Tanzanie, sont devenus pourvoyeurs nets de fonds¹¹ au reste du monde. Les données de 2016 le montrent à suffisance. Ces pays, comme l'indique le graphique 1, reçoivent moins d'argent qu'ils n'en envoient.

¹⁰ Grâce à l'observation et à divers entretiens avec plusieurs migrants. Un article à part entière sur les déterminants des transferts de fonds des migrants s'y appesantira, avec un accent sur une démarche qualitative.

¹¹ Nous parlons bien d'envois de fonds des travailleurs migrants.

Graphique 1. Envoi et réception de fonds des travailleurs en Afrique subsaharienne en 2016



Source : Nos recherches, partant des données de la Banque mondiale

Cette distinction entre les pays (mais qui n'impactent pas significativement les résultats en excluant par exemple le Nigéria) tiendrait notamment du profil des expatriés vivant dans le pays africain et de la qualité des travailleurs migrants du Continent et, bien entendu, du niveau de leurs revenus respectifs. En effet, la différence de rémunération entre ces deux groupes expliquerait cette situation. En observant de plus près, l'on se rend compte que pour plusieurs pays d'Afrique subsaharienne, la diaspora est composée de migrants majoritairement dépendants du système de protection sociale dans les pays d'origine, travaillant au noir faute de « papiers » (documents de résidence) ou ne recevant qu'un salaire minimum au regard de leur niveau d'expertise. En revanche, les immigrés vivant sur le continent sont réputés s'épanouir dans les secteurs du commerce (ouest-africains, libanais, indiens), de la construction (chinois) et des grandes entreprises (occidentaux, arabes).

A ceci, il faudrait ajouter le phénomène paradoxal où les pays dits pauvres enrichissent ceux dits riches via des transferts de fonds de la bourgeoisie locale africaine. L'exemple le plus probant se rapporte aux envois de fonds importants par des îlots de classe aisée (haute classe politique, entrepreneurs à succès proche du pouvoir, etc.) à des proches à l'étranger pour couvrir leurs besoins, notamment d'études dans des prestigieuses écoles dont les frais scolaires annuels peuvent supporter la scolarité entière du primaire aux humanités. Mais ceci ferait l'objet d'une toute autre étude avec un substrat qualitatif.

5. CONCLUSION

Ce papier avait pour ambition de vérifier l'existence et, éventuellement, la nature de l'impact des transferts des fonds sur l'activité économique des pays récipiendaires d'Afrique subsaharienne. Les résultats obtenus à partir d'une estimation du modèle à

effets fixes ont révélé que les envois d'argent influent positivement sur la croissance mais que cet impact n'est pas significatif pour ce qui est du terrain de l'étude. Ceci conforte la position de Rao et Hassan (2009) selon laquelle les transferts de fonds ont un impact direct non significatif sur le taux de croissance des pays récipiendaires. S'agissant du signe positif du coefficient de la variable ad hoc, il remet en question le pessimisme de Mim et Mabrouk (2011) qui estime l'émigration des compétences affecte négativement l'activité économique dans les pays d'origine victimes, par ailleurs, d'une accentuation des inégalités due à l'émigration de la classe moyenne (Zachariah et al., 2001).

Il est à noter que cette non significativité du concours des transferts de fonds reçus à la croissance est à rapprocher avec l'affectation de ces ressources à la consommation plutôt qu'à l'investissement au regard du profil des récepteurs dont les besoins de base sont loin d'être assouvis. En outre, à la lumière des travaux d'El Hamma (2018), il importe de garantir un système financier développé et disposer d'un environnement institutionnel solide pour accorder la pleine possibilité aux envois de fonds d'impacter durablement la croissance ; ce qui n'est pas encore le cas dans plusieurs pays à l'instar de la RDC. Rappelons, dans le même ordre d'idées, que les transferts de fonds « sont supposés améliorer la productivité globale des facteurs, et donc la croissance, lorsqu'ils sont orientés vers les politiques d'innovation, de financement d'éducation et de santé, et vers les investissements porteurs d'effets externes pour l'ensemble de l'économie en présence des politiques économiques bien assorties et des institutions bien qualifiées » (Gbenou, 2015, p. 12).

Par ailleurs, soulignons tout de même que les résultats auxquels ont abouti notre étude méritent d'être nuancés dès lors que l'on intègre la dimension informelle que prend une grande partie des envois de fonds, échappant ainsi aux statistiques officielles. Ceci devrait sans doute interpeller les autorités compétentes en ce qui concerne la tarification des opérations de transferts de manière à en réduire les frais dont la hauteur décourage les expéditeurs.

Les pouvoirs publics devront également être préoccupés par l'effet négatif et très significatif de l'augmentation des prix sur l'activité économique. L'Afrique subsaharienne qui appelle son émergence économique et sociale de tous ses vœux devra davantage s'investir dans la maîtrise de l'inflation si elle veut accélérer la création de richesses, quoi que les économistes continuent de débattre sur ce dernier point.

6. BIBLIOGRAPHIE

- ADAMS, R. H. et PAGE, J. (2003). International Migration, Remittances and Poverty in Developing Countries. *World Bank Policy Research Working Paper*, (3179), December.
- Banque mondiale (2019). 2018, une année record pour les envois de fonds dans le monde. Communiqué de Presse n°2019/148 du 08 avril 2019 [en ligne]. Disponible

- sur <https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2019/04/08/record-high-remittances-sent-globally-in-2018>. Consulté le 23 mars 2020 à 15 : 06 heure de Kinshasa.
- BARAJAS, A., CHAMI, R., FULLENKAMP, C., GAPEN, M. et MONTIEL, P. (2009). Do Workers' Remittances Promote Economic Growth?. *IMF Working Paper*. (09/153), International Monetary Fund.
 - BROWN, R. P. C. (1994). Migrants' Remittances, Savings and Investment in the South Pacific. *International Labour Review*. 133(3) : 347-367.
 - CHAMI, R., FULLENKAMP, C. et JAHJAH, S. (2003). Are Immigrant Remittances Flows a Source of Capital for Development?. *IMF Staff papers*. International Monetary Fund, (52) : 55-81.
 - CHAMI, R., ERNST, E., FULLENKAMP, C. et OEKING, A. (2018). Les envois de fonds sont-ils un piège ? *Finances et Développement*. Fonds Monétaire International, Septembre.
 - COIFFARD, M. (2011). *Les déterminants et impacts macroéconomiques des transferts de fonds des migrants : une analyse du cas des pays fortement dépendants*. Thèse de doctorat en sciences économiques. Université de Grenoble : Grenoble.
 - Coopération Concept (2020). Transferts de fonds des migrants. <http://cooperation-concept.net/glossary/transferts-de-fonds-migrants/>. Consulté le 17 juin 2020 à 21 :49 heure de Kinshasa.
 - DIOP, M. (2018). *Afrique, transfert informel de fonds : mode d'emploi d'une pratique répandue*. Publié le 22 août 2018 [en ligne]. Disponible sur <https://m.le360.ma/afrique/maroc-mauritanie-senegal/economie/2018/08/22/22477-afrique-transfert-informel-de-fonds-mode-demploi-dune-pratique-repandue-22477>. Consulté le 26 mars 2020 à 12 :23 heure de Kinshasa.
 - DOMINGUES DOS SANTOS, M. et POSTEL-VINAY, F. (2003). Migration as a Source of Growth : The Perspective of a Developing Country. *Journal of Population Economics*, 16(1), 161-175.
 - DOUCOURÉ, F. B. (2008). Méthodes économétriques : cours et travaux pratiques. Editions Arima.
 - EL HAMMA, I. (2018). Migrant Remittances and Economic Growth: The Role of Financial Development and Institutional Quality. *Economie et Statistique / Economics and Statistics*. 503-504, 123-142. <https://doi.org/10.24187/ecostat.2018.503d.1961>
 - FAINI, R. (2007). Migrations et transferts de fonds. Impact sur les pays d'origine. *Revue d'économie du développement*. (15)2, 153-182.
 - FAYISSA, B. et NSIAH, C. (2010). The Impact of Remittances on Economic Growth and Development in Africa. *The American Economist*, 55(2), 92-103. FMI. (2005). *IMF Research Bulletin*. Washington, DC.
 - FMI (2009). *Transactions internationales liées aux envois de fonds. Guide pour les statisticiens et les utilisateurs*. Washington DC.

- GBENOU, K. D. A. (2015). Impacts macroéconomiques des transferts de fonds des migrants dans les pays de l'UEMOA. *Document d'Etude et de Recherche*. N° DER/14/03, janvier 2015.
- GIULIANO, P. et RUIZ-ARRANZ, M. (2009). Remittances, financial development, and growth. *Journal of Development Economics*, 90(1), 144–152.
- HAMMA, I. E. (2015). *Transferts de fonds dans les pays du Sud de la Méditerranée : une approche macroéconomique de leurs déterminants et de leurs effets*. Thèse de doctorat en Sciences économiques. Université Nice Sophia Antipolis.
- KAPUR D. (2004). Remittances: the new development mantra ?. *UNCTD G-24 Discussion Paper* N° 29.
- KIREYEV, A. (2006). *The macroeconomics of remittances : The case of Tajikistan*. Washington DC.
- KNOMAD (2016). *Migration and remittances factbook 2016*. 3rd edition. World Bank Group.
- KNOMAD (2017). Migration and development Brief 28. World Bank Group.
- LEON-LEDESMA, M. et PIRACHA, M. (2004). International migration and the role of remittances Eastern Europe. *International Migration*, 42(4), 65–83.
- MIM, S. B. et MABROUK, F. (2011). Transferts des migrants et croissance économique : quels canaux de transmission ?. *Cahiers du Gretha*. N°2011-28.
- NTABUGI BARAKOMERWA, P. (2018). Inflation et croissance en RDC de 1990 à 2017. Vérification empirique d'une relation controversée. *Conférence des Facultés d'Economie et des Sciences Sociales*. 1^{ère} édition. UNIGOM-ICEBERG ASBL.
- OUMANSOUR, N.-E., AZEROUAL, M. et Bahij, S. (2019). Les transferts de fonds des migrants vers l'Afrique exercent-ils un effet de levier sur l'investissement et sur la croissance économique ? *Research Paper*. Policy Center for the New South. 19/03.
- RAO, B. B. et HASSAN, G. (2009). *Are the Direct and Indirect Growth Effects of Remittances Significant ?* University Library of Munich : Munich.
- RAO, B. B. et HASSAN, G. (2011). A Panel Data Analysis of the Growth Effects of Remittances. *Economic Modelling*, 28(1-2) : 701-709.
- ROCHER, E. et PELLETIER, A. (2008). Les transferts de revenus des migrants : quel impact sur le développement économique et financier des pays d'Afrique subsaharienne ?. *Bulletin de la Banque de France*, N° 173, mai-juin 2008.
- STARK, O. et LUCAS, R. E. B. (1988). Migration, remittances, and the family. *Economic Development and Cultural Change*, 36, 465.
- TAYLOR, J. E. et WYATT, T. J. (1996). The shadow value of migrant remittances, income and inequality in a household farm economy. *Journal of Development Studies*.
- YANG, D. T. (2004). Education and allocative efficiency: Household income growth during rural reforms in China. *Journal of Development Economics*, 74(1), 137–162.

- ZACHARIAH, K. C., MATHEW, E. T., et RAJAN, S. I. (2001). Social, Economic and Demographic Consequences of Migration on Kerala. *International Migration*, 39(2), 43–71.
- SIDDIQUE, A., SELVANATHAN, E.A. et SELVANATHAN, S. (2012). Remittances and Economic Growth : Empirical Evidence from Bangladesh, India and Sri Lanka. *Journal of Development Studies*. 48(8), 1045–1062.

ANNEXES

Tableau 01 : Résultats de l'estimation du modèle à effets fixes

Dependent Variable: TCRE?
Method: Pooled Least Squares
Date: 03/05/20 Time: 17:35
Sample: 2005 2017
Included observations: 13
Cross-sections included: 12
Total pool (balanced) observations: 156

| Variable | Coefficient | Std. Error | t-Statistic | Prob. |
|---------------|-------------|------------|-------------|--------|
| C | 5.301212 | 0.885283 | 5.988157 | 0.0000 |
| EFTR? | 0.251508 | 0.304563 | 0.825798 | 0.4103 |
| TINF? | -0.111276 | 0.039834 | -2.793484 | 0.0059 |
| Fixed Effects | | | | |
| (Cross) | | | | |
| _RDC--C | 2.362673 | | | |
| _COB--C | -1.296521 | | | |
| _CAM--C | -1.108877 | | | |
| _ANG--C | 2.395234 | | | |
| _BOT--C | -0.022397 | | | |
| _NAM--C | -0.735446 | | | |
| _MAL--C | -1.841087 | | | |
| _NIG--C | -0.313967 | | | |
| _SEN--C | -2.864268 | | | |
| _KEN--C | 0.615199 | | | |
| _UGA--C | 0.920043 | | | |
| _TAN--C | 1.889414 | | | |

Effects Specification

Cross-section fixed (dummy variables)

| | | | |
|--------------------|-----------|-----------------------|----------|
| R-squared | 0.144046 | Mean dependent var | 5.058579 |
| Adjusted R-squared | 0.065684 | S.D. dependent var | 3.064595 |
| S.E. of regression | 2.962237 | Akaike info criterion | 5.095225 |
| Sum squared resid | 1246.029 | Schwarz criterion | 5.368930 |
| Log likelihood | -383.4276 | Hannan-Quinn criter. | 5.206392 |
| F-statistic | 1.838218 | Durbin-Watson stat | 1.356579 |
| Prob(F-statistic) | 0.042601 | | |

Tableau 02 : Test d'homogénéité

Redundant Fixed Effects Tests

Pool: PANEL

Test cross-section fixed effects

| Effects Test | Statistic | d.f. | Prob. |
|--------------------------|-----------|----------|--------|
| Cross-section F | 2.152839 | (11,142) | 0.0202 |
| Cross-section Chi-square | 24.061220 | 11 | 0.0125 |

Cross-section fixed effects test equation:

Dependent Variable: TCRE?

Method: Panel Least Squares

Date: 03/16/20 Time: 02:38

Sample: 2005 2017

Included observations: 13

Cross-sections included: 12

Total pool (balanced) observations: 156

| Variable | Coefficient | Std. Error | t-Statistic | Prob. |
|----------|-------------|------------|-------------|--------|
| C | 5.146280 | 0.443459 | 11.60487 | 0.0000 |
| EFTR? | 0.006855 | 0.089173 | 0.076878 | 0.9388 |
| TINF? | -0.013378 | 0.032186 | -0.415653 | 0.6782 |

| | | | |
|--------------------|-----------|-----------------------|----------|
| R-squared | 0.001300 | Mean dependent var | 5.058579 |
| Adjusted R-squared | -0.011755 | S.D. dependent var | 3.064595 |
| S.E. of regression | 3.082555 | Akaike info criterion | 5.108438 |
| Sum squared resid | 1453.828 | Schwarz criterion | 5.167089 |
| Log likelihood | -395.4582 | Hannan-Quinn criter. | 5.132260 |
| F-statistic | 0.099550 | Durbin-Watson stat | 1.193047 |
| Prob(F-statistic) | 0.905303 | | |

Tableau 03 : Test d'Hausman

Correlated Random Effects - Hausman Test

Pool: PANEL

Test cross-section random effects

| Test Summary | Chi-Sq. Statistic | Chi-Sq. d.f. | Prob. |
|----------------------|-------------------|--------------|--------|
| Cross-section random | 16.709348 | 2 | 0.0002 |

** WARNING: estimated cross-section random effects variance is zero.

Cross-section random effects test comparisons:

| Variable | Fixed | Random | Var(Diff.) | Prob. |
|----------|-----------|-----------|------------|--------|
| EFTR? | 0.251508 | 0.006855 | 0.085416 | 0.4025 |
| TINF? | -0.111276 | -0.013378 | 0.000630 | 0.0001 |

Cross-section random effects test equation:

Dependent Variable: TCRE?

Method: Panel Least Squares

Date: 03/16/20 Time: 13:09

Sample: 2005 2017

Included observations: 13

Cross-sections included: 12

Total pool (balanced) observations: 156

| Variable | Coefficient | Std. Error | t-Statistic | Prob. |
|----------|-------------|------------|-------------|--------|
| C | 5.301212 | 0.885283 | 5.988157 | 0.0000 |
| EFTR? | 0.251508 | 0.304563 | 0.825798 | 0.4103 |
| TINF? | -0.111276 | 0.039834 | -2.793484 | 0.0059 |

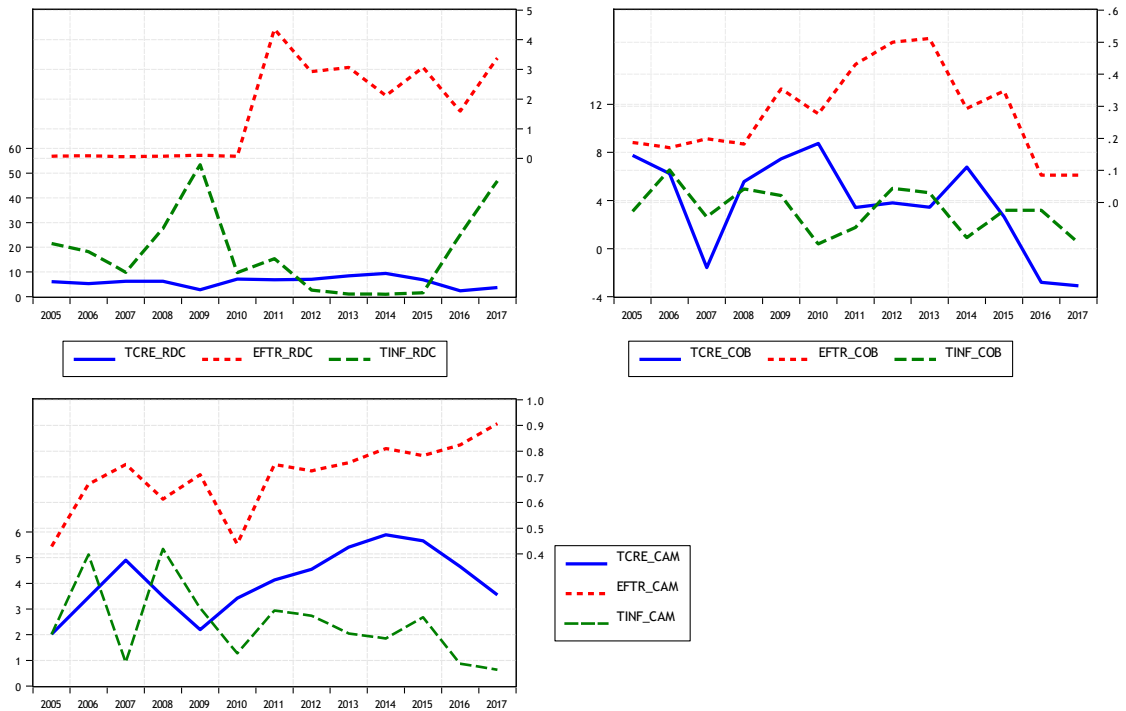
Effects Specification

Cross-section fixed (dummy variables)

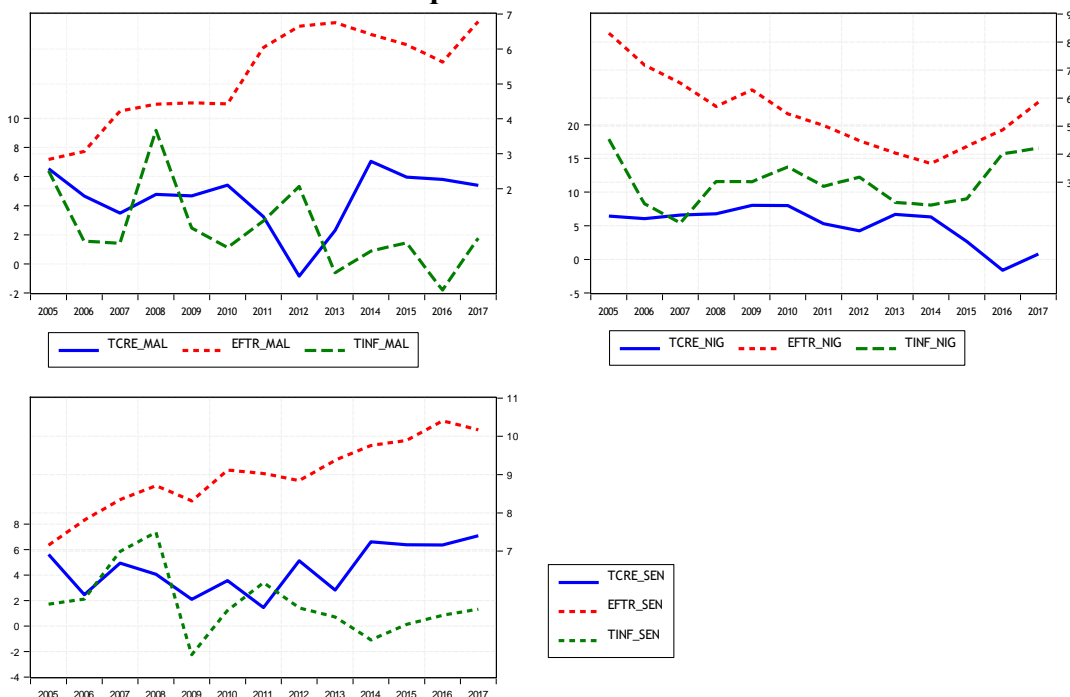
| | | | |
|--------------------|-----------|-----------------------|----------|
| R-squared | 0.144046 | Mean dependent var | 5.058579 |
| Adjusted R-squared | 0.065684 | S.D. dependent var | 3.064595 |
| S.E. of regression | 2.962237 | Akaike info criterion | 5.095225 |
| Sum squared resid | 1246.029 | Schwarz criterion | 5.368930 |
| Log likelihood | -383.4276 | Hannan-Quinn criter. | 5.206392 |

F-statistic 1.838218 Durbin-Watson stat 1.356579
 Prob(F-statistic) 0.042601

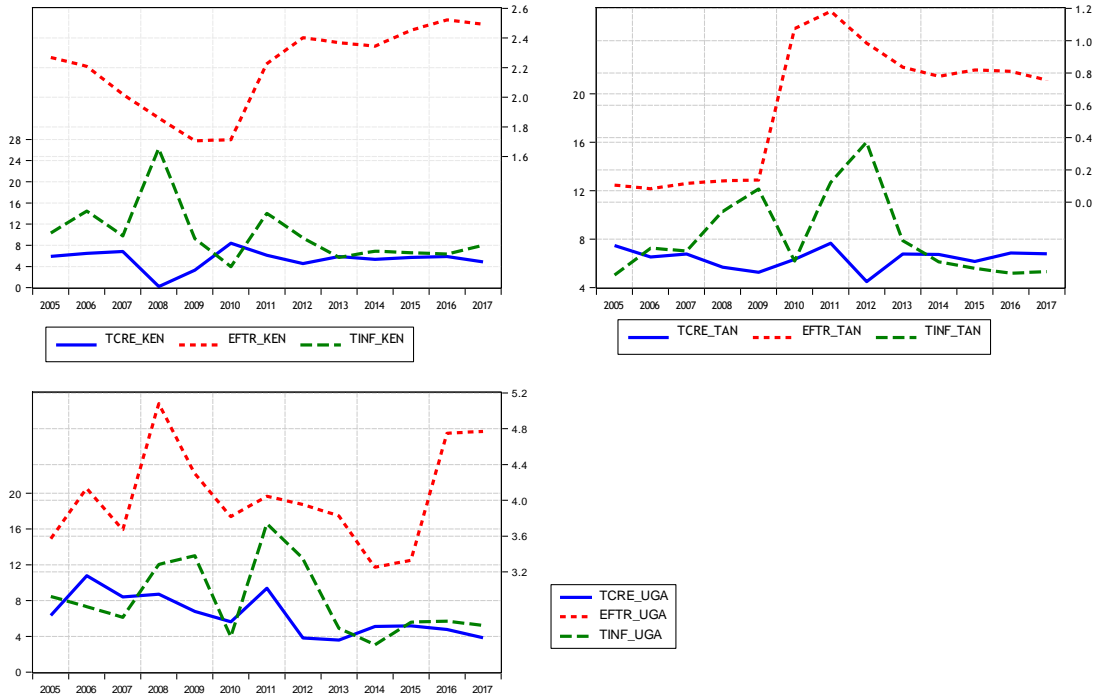
Graphique I : Evolution du taux de croissance économique, du transfert de fonds et de l'inflation dans l'Afrique centrale



Graphique II : Evolution du taux de croissance économique, du transfert de fonds et de l'inflation dans l'Afrique de l'Ouest



Graphique III : Evolution du taux de croissance économique, du transfert de fonds et de l'inflation dans l'Afrique de l'Est



Graphique IV : Evolution du taux de croissance économique, du transfert de fonds et de l'inflation dans l'Afrique de l'Australe

